

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SEPUR (ex CR2T)

ZA Le Pont Cailloux
Route des Nourrices
78850 Thiverval-Grignon

Code AIOT : 0006506851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement SEPUR (ex CR2T) implanté Le Ru Maldroit 78850 Thiverval-Grignon. L'inspection a été annoncée le 23/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPUR (ex CR2T)
- Le Ru Maldroit 78850 Thiverval-Grignon
- Code AIOT : 0006506851
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEPUR est une PME présente sur le marché régional de la collecte et du traitement des déchets. Elle exploite sur la commune de Thiverval-Grignon trois établissements de gestion de déchets :

1. une plateforme de compostage de déchets verts;
2. un local de transit de déchets dangereux, une déchetterie et une micro unité de

- méthanisation;
- 3. un centre de tri/transit de déchets non dangereux;

L'établissement concerné par le présent rapport est le centre de tri/transit de déchets non dangereux situé au lieu-dit "Le ru maldroit" à Thiverval-Grignon.

Les activités exercées dans le ce centre de tri/transit de déchets non-dangereux sont les suivants :

- tri des déchets d'activités économiques (DAE);
- tri des encombrants;
- traitement de bois pour broyage;
- transit de verre et papiers/cartons.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Tri des déchets	Arrêté Ministériel du 05/05/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Poussières	AP Complémentaire du 07/07/2025, article 3	Sans objet
2	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
3	Gestion des fumées d'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Sans objet
4	Gestion du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Sans objet
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant possède une bonne culture du risque incendie lié à ses activités pour lequel des procédures existent et sont suivis.

L'exploitant a cependant précisé à l'équipe d'inspection que de par la forte présence ponctuelle de poussière au sein de sa zone bâtiment, le système de détection incendie, fonctionnant par une technologie laser, est ponctuellement désactivé en journée. Ce point fait l'objet d'une remarque de la part de l'Inspection des installations classées détaillée en fiche n°2 du présent rapport.

Plus globalement, l'équipe d'inspection a constaté un niveau d'empoussièrement important de la zone bâtiment qui doit faire l'objet d'une attention particulière de l'exploitant. Ce point fait notamment l'objet d'une remarque en fiche n°6 du présent rapport.

Enfin, l'absence de procédure permettant d'identifier la présence de batterie dans le flux de déchets reçus sur le site fait l'objet d'une non-conformité reprise en fiche n°5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanismes, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ;• s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits sont recouverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement ;• des filets ou tous dispositifs analogues sont installés pour prévenir tout envol de matériaux ou matières ;• l'exploitant fait usage des systèmes de brumisation disposés sur le bâtiment DAE lors des campagnes de broyage des déchets de rembourrés et de bois de démolition lorsque les conditions météorologiques sont favorables à l'envol de poussières ;
Constats : L'équipe d'inspection ne constate pas la présence d'aires de stationnement de véhicules poids lourd sur le site mais une unique et petite aire de stationnement de véhicules légers (deux véhicules). Cette aire est convenablement entretenue et ne laisse pas apparaître de poussière en excès. L'équipe d'inspection ne constate également pas, le jour de la visite d'inspection, de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que tous les camions sortants de l'établissement sont munis de dispositifs empêchant tout envol de déchets. L'équipe d'inspection constate la sortie de deux camions lors de sa visite d'inspection, tous deux munis de bâches souples. En ce qui concerne la présence de filets destinés à empêcher tout envols de déchets, l'exploitant informe l'équipe d'inspection en avoir disposés uniquement autour de la zone de stockage des déchets cartons et plastiques. La nature des autres déchets ne présente pas un risque d'envol (verres, bois de démolition, matelas entier, gravats, etc). L'équipe d'inspection constate que ces gisements sont stockés séparément dans des alvéoles béton dont la hauteur maximale n'est pas dépassée par les déchets stockés. L'équipe d'inspection constate également que les déchets plastiques et cartons sont conditionnés sous forme de balle avant d'être stockés sur la zone dédiée. Les filets permettant de contenir les envols de déchets présentent une hauteur supérieure à celle des balles de déchets et englobent l'ensemble du périmètre de la zone de stockage. L'équipe d'inspection ne constate pas de déchets plastiques ou cartons derrière lesdits filets. Enfin, l'exploitant informe l'équipe d'inspection que le brumisateuseur fixe est systématiquement utilisé à chaque campagne de broyage de matière de bois de démolition et de rembourrés dès lors

qu'il ne pleut pas et ceci quel que soit le sens et la vitesse du vent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site [...]</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que le site est réparti en deux zones distinctes dans lesquelles sont stockés provisoirement des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une zone extérieure hors bâtiment où sont stockés des déchets tels que du verre, du bois de démolition, des matelas, des gravats, etc. en alvéoles séparées par des murs bétons ; • une zone en bâtiment où sont essentiellement stockés des déchets plastiques et des DIB (déchet industriel banal). <p>L'équipe d'inspection constate que la zone en bâtiment est munie d'un système de détection incendie assortie d'une alarme sonore. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que ce système fonctionne par détection laser. L'exploitant précise cependant, que ce dispositif de détection laser engendre régulièrement des déclenchements de l'alarme lorsque des poussières sont mises en suspension dans le bâtiment. De ce fait, l'exploitant informe l'équipe d'inspection devoir procéder à la désactivation du système de détection en journée et notamment par temps sec. Le système est réactivé tous les soirs lors de la ronde effectuée par le personnel avant la fermeture du site.</p> <p>En journée, l'exploitant assure à l'équipe d'inspection que plusieurs personnes sont systématiquement présentes sur le site et ceci à tout moment de la journée permettant d'identifier rapidement un potentiel départ de feu.</p> <p>En cas de déclenchement de l'alarme plusieurs salariés du site, quatre au total, nommément désignées et formées sont susceptibles de recevoir une alerte via leur téléphone professionnel. La première personne recevant l'alerte est soit le gardien du site, possédant un logement de fonction sur le site, soit le gardien d'astreinte. Si l'une de ces personnes ne peut pas prendre en considération l'alerte, le responsable de site et le chef de chantier reçoivent ladite alerte.</p>

L'exploitant précise que cette alerte est émise en boucle, auprès de ces quatre personnes, jusqu'à ce qu'elle soit prise en considération.

L'exploitant assure à l'équipe d'inspection que malgré le fait que l'alarme incendie n'a pas fait l'objet d'un test lors de la visite d'inspection, elle est belle et bien perceptible en tout point du site.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection être en mesure de se rendre au sein de l'établissement dans un délai maximal de 15 minutes lorsque le gardien du site n'est pas présent, pour cause de congés par exemple. En effet, le gardien d'astreinte possède également des logements de fonctions au sein du siège de la société qui est située à moins de 2 min en voiture. En cas de besoin, la personne responsable du site informe l'équipe d'inspection qu'elle est en mesure de se rendre en 15 min sur le site et ceci à tout moment.

Remarque : L'équipe d'inspection constate que le système de détection incendie n'est pas constamment activé en journée ce qui présente un défaut de protection incendie. Malgré la présence permanente de personnel sur site en période diurne, l'exploitant doit poursuivre ses investigations afin de trouver une solution pérenne de détection incendie en cas de forte présence de poussière. Il transmettra à l'Inspection des installations classées d'ici à la fin de l'année 2025 un bilan de ses investigations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des fumées d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Système de désenfumage

Prescription contrôlée :

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatiques et manuelles.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

[...]

Constats :

La zone bâtiment regroupement les DIB et les déchets plastiques est équipée de dispositifs actifs d'évacuation des fumées et de chaleur en partie haute.

L'équipe d'inspection constate l'existence de 19 trappes d'évacuation des fumées réparties sur l'ensemble de la toiture du bâtiment. L'exploitant précise que ces trappes ont une dimension

unitaire de 1,5 m de long pour 1,3 m de large représentant donc une surface de 1,95 m². Il précise également que la superficie du toit représente 2 600 m². A ce titre, et conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 le nombre de trappes doit être à minima de 12.

L'équipe d'inspection considère que le système de désenfumage est suffisamment dimensionné pour répondre aux obligations de l'article 8 susvisé.

L'équipe d'inspection constate la présence de deux commandes d'ouverture des trappes disposées aux entrées du bâtiment dont l'une permet l'ouverture de 12 trappes et l'autre de 7 trappes. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le dernier rapport de contrôle de ces dispositifs actifs. Ledit rapport, en date du 5 décembre 2024 réalisé par la société GSI (réf : N°PDES02-04 08), conclut au bon état des dispositifs d'ouverture des trappes d'évacuation des fumées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Rondes

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.

I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

[...]

II. L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

- le parcours des rondes et les points d'observation ;

- la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'une ronde physique quotidienne est réalisée par la dernière personne à quitter le site ou par le gardien du site. Cette personne applique systématiquement la procédure interne « Fermeture et contrôle du site » en date du 3 septembre 2024 présenté à l'équipe d'inspection.

L'équipe d'inspection constate que lors de la ronde quotidienne de fermeture du site les points suivants sont effectués :

- contrôle de la température de chacun des tas de déchets présents sur site par l'utilisation

d'un thermographe portable. En cas de température supérieure à 45 °C le personnel doit s'assurer de prendre une photo du point chaud et en référer à sa hiérarchie. Si une température anormalement haute se confirme le personnel a pour consigne d'isoler la zone concernée et commencer à inonder le tas de déchets grâce à un RIA;

- contrôle de l'activation de l'alarme à incendie en annotant l'heure sur une fiche de traçabilité dédiée.

L'équipe d'inspection demande au gardien du site de procéder à l'utilisation du thermographe et de lui détailler la procédure à mettre en place lors des rondes de fermetures du site. L'équipe d'inspection constate la maîtrise de ces éléments par le gardien du site.

L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que le personnel suit une formation en interne qui consiste à la mise en place de la procédure de sortie du site et à l'utilisation du thermographe. Cette formation est assurée annuellement par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/05/2025, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure en cas de défaut de tri

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes :

I. L'exploitant met en place une procédure pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés, ou triés et traités.

II. L'exploitant met en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri des batteries en amont de l'installation.

III. Ces procédures sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection la procédure d'identification de déchets de batterie comme exigée à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 5 mai 2025.

Il précise cependant que le risque de recevoir des batteries est relativement faible, car la majeure partie des déchets de ses clients proviennent du secteur privé et plus particulièrement du secteur tertiaire.

Non-conformité n°20250723 - NC - 1

L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en place une procédure lui permettant d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries entrants sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le compte rendu de vérification électrique par thermographie infrarouge (Q19) effectué par la société CTE en date du 29 avril 2025 (réf : 202206785). L'équipe d'inspection constate que cinq anomalies ont été relevées à l'issue de cette visite. L'avis et améliorations proposés au sein du rapport de contrôle sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• assurer une maintenance sur les défauts relevés afin de maintenir le risque d'un incendie faible ;• prévoir une surveillance plus régulière des installations électriques ;• remplacer les armoires électriques dans la zone atelier (bâtiment) par des modèles plus étanches à la poussière et s'assurer qu'elles restent bien fermées. L'exploitant informe l'équipe d'inspection avoir fait intervenir la société SNME au cours du mois de juin 2025 dans le but de répondre aux anomalies relevées dans le compte-rendu susvisé. Il n'est cependant pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les résultats de ces interventions, car le rapport, faisant état de ces actions, est en cours de rédaction par la société SNME. Il précise qu'il sera en mesure de le communiquer à l'Inspection des installations classées courant août 2025. L'équipe d'inspection constate néanmoins que les armoires électriques ont bien fait l'objet d'action de dépoussiérage. <u>Remarques</u> : l'équipe d'inspection constate la présence non négligeable de poussière au sein du bâtiment DIB et plastiques. Certains affichages (plan de secours du bâtiment notamment) sont illisibles de par leur taux d'empoussièrément. L'exploitant veillera à maintenir un niveau de propreté lui permettant la lecture des plans et de la signalétique en général à tout instant. Il veillera également à maintenir un niveau d'empoussièrément faible des armoires électriques.
Type de suites proposées : Sans suite